

Capitalisme et crise économique

Qu'est-ce que le capitalisme ? Qu'est-ce que la démocratie ?

On entend souvent dire que nous vivons en "démocratie" parce que les "citoyens" ont le droit de vote et qu'ils peuvent choisir leurs représentants politiques. Cette conception qui ignore les classes sociales fait comme si tous les "citoyens" étaient placés sur un pied d'égalité parfaite.

Le problème est que dans des sociétés comportant plusieurs classes sociales, cette "démocratie" devient vite fictive. Par exemple, sous le capitalisme, pour pouvoir vivre les travailleurs sont forcés de vendre leur force de travail à la classe possédant les moyens de production (industries), les commerces, etc. Cette classe, la bourgeoisie, détient donc la puissance économique.

La propriété bourgeoise donne le droit aux exploités de s'approprier les fruits du travail des masses exploitées. Qu'un travailleur ait besoin de travailler deux à trois heures quotidiennes dans des conditions de productivité du travail déterminées pour créer les richesses nécessaires à la reproduction de sa vie, cela n'empêche nullement de le faire travailler le triple ou le quadruple de ce temps ! La différence va dans la poche des exploités !

Le problème est que ce vol de travail a de lourdes conséquences. Si le travailleur a produit une masse déterminée de marchandises, le salaire qui lui est versé pour assurer sa survie ne lui permet de n'en consommer par exemple que le quart... Les classes exploitées ont beau chercher à étendre leur consommation parasite, une pression demeure toujours sur le marché du fait d'une surproduction de marchandises. Pour chercher à écouler ces surplus, les entreprises se font concurrence entre elles, et pour vaincre la concurrence, elles cherchent à augmenter la production en diminuant les coûts. Si à l'échelle du capitaliste individuel cette stratégie peut être gagnante, à l'échelle de la société, elle produit des effets désastreux dont les exploités sont les premières victimes : tortures du travail excessif pour les uns, chômage pour les autres !

Chaque travailleur a fait l'expérience du type de "démocratie" qui régnait dans les entreprises. La "démocratie" qui règne dans l'ensemble de la société bourgeoise n'est guère plus "démocratique" et reste toujours en définitive une dictature du Capital. Dans les conditions de prospérité, elle peut bien se traduire par des concessions mineures des exploités faites aux exploités, qui se voient alors forger, comme le disait K. Marx, des « chaînes dorées ». Mais dans des conditions moins favorables, le "choix" "démocratique" apparaît vite comme un non-choix, « comme un piège et un leurre pour les exploités », comme le disait si bien Lénine.

Qu'est-ce que le communisme ? N'a-t-il pas échoué ?

Le communisme, c'est selon la définition de K. Marx la société sans classes débarrassée de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Mais pour en arriver là, il faut en passer par une nécessaire période de transition à partir d'une société basée sur l'esclavage salarié. On appelle ainsi « socialiste » une société ayant réalisé l'abolition de l'exploitation salariée, mais encore marquée par certaines survivances négatives héritées de l'ancienne société.

En 1917, les communistes russes profitèrent de la décomposition induite par la Première Guerre Mondiale inter-impérialiste pour renverser le tsarisme et exproprier les capitalistes russes et étrangers. Après la défaite des armées tsaristes soutenues par les impérialistes étrangers coalisés au cours de la Guerre civile, se posa la tâche gigantesque de construire le socialisme dans un pays économiquement arriéré, encore largement imprégné par le féodalisme, dans un contexte international hostile.

Après être parvenus à mobiliser les travailleurs pour relever la grosse industrie nationalisée, les communistes russes, sous la direction de Staline, parvinrent à refouler les éléments bourgeois dans toute l'économie, parallèlement à l'extension d'un secteur socialiste moderne à toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture à laquelle l'industrialisation rapide permit de fournir en masse les

machines permettant aux paysans pauvres et moyens de créer des fermes collectives les libérant de l'emprise séculaire des paysans riches, les koulaks.

En 1932, à la fin du premier plan quinquennal, l'URSS s'était transformée en un puissant pays socialiste multinational. Mais au cours de ces années, un danger avait grandi : la crise économique mondiale qui éclata en 1929 poussa la bourgeoisie des principaux pays impérialistes à des politiques colonialistes de plus aventureuses. C'est dans ce contexte qu'en 1931, Staline avertit que l'URSS avait un siècle de retard sur ces puissances, et que faute de rattraper ce retard en moins d'une décennie, elle serait broyée. Dix ans plus tard, l'URSS dût faire face au choc terrible de l'invasion armée de l'impérialisme allemand, après être parvenue à éviter un scénario encore plus défavorable, celui de la formation d'une nouvelle coalition armée anti-impérialiste qui menaçait de se former à la fin des années 1930 à un moment où les "démocraties" encourageaient Hitler, Mussolini et Hirohito à prendre leur part de colonies à l'Est !

Grâce à la puissante économie édiflée au cours des années d'avant-guerre et au prix du sacrifice des vies de millions de Soviétiques, l'URSS fournit la contribution majeure à la victoire contre l'impérialisme allemand en refoulant les agresseurs et en les battant sur leur propre territoire. Mais cette victoire, comme celle de la Guerre civile, coûta très cher à l'URSS. Si les usines et les maisons détruites purent rapidement être reconstruites, il en fût autrement du capital humain. Le sacrifice de millions de communistes, parmi les meilleurs, pesa lourdement sur l'après-guerre dans un environnement international qui restait hostile, l'impérialisme américain profitant de sa puissance militaire pour se lancer dans des agressions coloniales.

Dans ces conditions, les tendances hostiles au socialisme pénétrèrent de plus en plus profondément au sein même du PCUS (b), que ces tendances soient favorables à la naissance d'un nouvel impérialisme russe (Khrouchtchev), ou à la sujétion vis-à-vis d'autres puissances impérialistes (sionistes et titistes). Combattues ouvertement par Staline au début des années 1950, ces tendances s'unirent le temps de se débarrasser des marxistes-léninistes soviétiques, profitant de l'affaiblissement du contrôle populaire sur l'appareil d'Etat induit par la guerre.

Dans son livre *Les Russes*, publié en 1975, par Hedrick Smith (journaliste bourgeois qui avait été pendant trois années chef du bureau du *New York Times* à Moscou) rapportait entre autres :

« ... la nostalgie de Staline chez les soviets ordinaires fut une surprise pour moi : je fis une découverte en m'apercevant que Staline avait encore un grand prestige latent chez les gens du peuple, et que Khrouchtchev était en général considéré sans la moindre indulgence, comme un rustre et un bousilleur, sauf dans l'intelligentsia libérale et parmi les victimes de purges réhabilitées qui avaient personnellement bénéficié de sa politique. (...) Guennadi, le comptable d'une ferme d'État : — Il se peut que l'intelligentsia rêve de démocratie, mais l'immense masse du peuple rêve de Staline, de son pouvoir fort. Ils ne sont pas réactionnaires mais ils sont maltraités par leurs petits patrons, qui trichent et les exploitent, les détruisent. Ils veulent un chef à poigne qui foule aux pieds les petits patrons. Ils savent que sous Staline les conditions (économiques) n'étaient pas tellement bonnes, mais les directeurs des fermes d'Etat et les autres officiels ne les volaient pas, ils ne se moquaient pas d'eux. Il y avait au temps de Staline un contrôle sur les autorités locales ». ¹

Même constat chez les historiens bourgeois les plus consciencieux, c'est-à-dire ceux capables de reconnaître que pour les besoins de la propagande anti-communiste, le nombre des "victimes de Staline" a été démesurément gonflé :

« La situation change profondément dans la période poststalinienne : encore marquée, au début, par les traditions plébéiennes et rurales du pays, la bureaucratie devient au cours des années 1950-1960 une bureaucratie pleinement urbaine dans une société elle aussi urbanisée. Dans ses échelons supérieurs, elle est désormais une puissance solidement établie et farouchement retranchée sur ses positions. Cette émancipation est un des traits fondamentaux de toute la période poststalinienne, car c'est bien la bureaucratie de l'État et du Parti qui a mis fin aux pratiques arbitraires qui, sous Staline, rendaient sa situation si précaire. Le stalinisme est remplacé par un modèle totalement bureaucratique qui, très vite, acquiert un quasi-monopole sur tous les postes stratégiques du pouvoir ». En bref, « la bureaucratie qui dirigeait l'État en était pratiquement devenue la propriétaire ». ²

Immédiatement après leur triomphe définitif, en 1953, les révisionnistes russes et des démocraties populaires qui s'étaient érigés en nouvelle classe exploiteuse, en bourgeoisies monopoliste d'Etat, substituèrent à la politique économique internationaliste de Staline une politique économique bourgeoise. À la politique qui cherchait à aider les pays socialistes retardataires à réaliser l'industrialisation complète et rapide de leur économie, afin de les libérer de la dépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme et de refouler les éléments bourgeois, ils substituèrent une politique visant à la transformation des pays retardataires en appendices de l'économie russe qui devait conserver le monopole sur l'industrie de production des moyens de production et sous-traiter certaines branches de l'industrie légère ; une forme de dépendance coloniale très similaire à celle que Staline avait combattu contre les trotskistes dont la politique aurait conduit à la « dawisation »³ de l'URSS.

Cette voie ne plaisait évidemment ni aux titistes des démocraties populaires qui cherchaient à manger à tous les râteliers (et non à un unique râtelier !), ni à la bourgeoisie nationale chinoise qui venait de défaire les impérialistes étrangers et sa propre bourgeoisie compradore. Ceci engendra des oppositions réactionnaires à la politique tout aussi réactionnaire du social-impérialisme russe. Sa sphère d'influence se disloqua à la fin des années 1980 avant de le voir s'effondrer lui-même, incapable de faire face plus longtemps à la concurrence livrée par les pays impérialistes d'occident et leurs pays semi-coloniaux.

Pourquoi face à la crise les travailleurs n'ont d'autre avenir que le communisme !

On entend aujourd'hui partout parler de "crise financière". Mais la crise économique d'aujourd'hui n'est pas plus financière que l'étaient les crises passées. La crise qui frappe aujourd'hui le système capitaliste mondial n'est pourtant pas une crise de surproduction classique.

Cette crise prend sa source dans la rupture de la division du travail instaurée par les principaux pays impérialistes il y a près de quatre décennies, quand ils convertirent des pays coloniaux et semi-coloniaux d'où affluaient matières premières agricoles, minières et énergétiques en pays ateliers, fournissant aux métropoles impérialistes une fraction croissante des biens de consommation manufacturés, les industries de ces dernières se contentant de plus en plus souvent d'en assurer la finition.

Cette division du travail a donné naissance à une "économie de bazar" qui se décompose aujourd'hui sous nos yeux. Pourquoi ? Parce que de puissants pays ateliers sont devenus au fil des années de plus en plus autonomes quant à leur industrie de production des moyens de production. La Chine en particulier, dirigée par une puissante bourgeoisie monopoliste d'État, assure aujourd'hui près de la moitié de la production mondiale d'acier et possède une industrie mécanique qui rend son industrie plus autonome que celle de puissants pays impérialistes comme les USA et la France. Dans ces conditions, la dette publique et extérieure des pays impérialistes en déclin a explosé. À toutes les échelles, ces pays se sont endettés à un niveau aujourd'hui d'autant plus critique que leurs dernières industries se décomposent.

Au cours des dernières décennies, les partis et les syndicats réformistes ont été les complices de l'approfondissement de "l'économie de bazar" dont ils espéraient qu'elle leur garantirait la paix sociale. Aujourd'hui, les travailleurs (mais aussi une partie croissante des couches petite-bourgeoises) commencent à payer le prix de sa décomposition.

La crise actuelle a débuté comme une crise de surendettement des couches exploitées les plus pauvres aux USA, au Royaume-Uni et en Espagne, un processus que les médias bourgeois ont appelé "crise des subprimes". Pour tenter d'enrayer la crise, les gouvernements bourgeois des pays impérialistes en déclin ont décidé de subventionner la consommation (à l'aide de mesures comme les primes à la casse). Mais ceci a un coût au moment où les bénéfices des entreprises et donc les revenus des impôts sur les bénéfices s'effondrent ! Comment financer ce trou ? En augmentant la

pression fiscale sur les classes travailleuses plus aisées (ce que la bourgeoisie appelle "classes moyennes") et en procédant à des coupes sombres dans les budgets sociaux.

Inutile d'être un devin pour comprendre à quoi cela va aboutir : la paupérisation croissante et absolue des larges masses exploitées, avec à la clef une contraction des débouchés et de nouveaux "subprimes" encore plus dévastateurs !

Face à la crise, la bourgeoisie démantèle un à un les acquis sociaux obtenus au cours du siècle écoulé, brisant ainsi les chaînes dorées de l'esclavage salarié devenues un luxe hors de prix. Elle doit les réduire à néant, au grand désespoir des réformistes. Pour autant, en les brisant, chaque bourgeoisie contribue à aggraver la situation à l'échelle internationale, en réduisant encore les débouchés. La concurrence s'intensifie donc entre les exploités.

Pour les exploités, il n'existe donc plus que deux choix :

- ou bien rester sous l'influence des réformistes qui accompagnent de plus en plus la décomposition du système et continuer de courber la tête devant les intérêts supérieurs de "leur" propre bourgeoisie... en espérant que ce sont les travailleurs d'autres entreprises et d'autres pays qui en feront les frais !
- ou bien lutter pour leur émancipation économique, politique et sociale, c'est-à-dire pour la destruction d'un ordre qui n'a plus rien à leur offrir et qui est de moins en moins capable d'assurer ne serait-ce que leur simple survie !

Voilà pourquoi dans des pays impérialistes en décomposition comme dans les pays dépendants ateliers inclus dans leur sphère d'influence, la révolution socialiste est aujourd'hui pour les travailleurs une nécessité vitale.

Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 29/11/2009

Notes :

¹ Hedrick Smith, *Les Russes*, Editions Pierre Belfond, Paris, 1976, pp. 256-257 • ² Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard — Le Monde Diplomatique, Paris, 2003, p. 430 • ³ Terme synonyme de semi-colonisation, c'est-à-dire d'une indépendance politique de façade masquant une complète dépendance économique industrielle et financière.